

Relations sino-africaines

Septembre 2005

Un intérêt chinois pour l'Afrique dès la conférence de Bandung

Si l'expansion économique actuelle apporte de nouvelles dimensions aux relations sino-africaines, la Chine a manifesté son intérêt pour le continent africain dès les années 50. Après la conférence de Bandung en 1955, les relations étroites de la Chine avec l'Égypte et l'Algérie s'inscrivirent dans une logique idéologique et anti-impérialiste. Plus tard, dans le cadre de la rivalité sino-soviétique croissante, la Chine soutint des mouvements indépendantistes en Angola et au Mozambique. Malgré son isolement sur la scène internationale dans les années 60 et 70, la Chine continua à entretenir de bonnes relations avec des pays comme le Congo Brazzaville, la Guinée, Maurice, le Mali, la Somalie, la Tanzanie et la Zambie (la Chine réalisa le projet ambitieux de la construction du chemin de fer reliant ces deux derniers pays). Dans les années 80 la Chine se rapprocha des pays comme l'Éthiopie, le Lesotho et la Libye. La Chine est donc présente sur le continent africain depuis longtemps, mais ces dernières années la mutation économique chinoise, sa soif pétrolière, ainsi que la rivalité entre Pékin et Taïpeh ont donné un nouvel essor aux relations sino-africaines. Le nouvel intérêt de ces relations a été souligné par les conférences sino-africaines en 2000 et 2003 ; la prochaine étant prévue pour 2006.

L'enjeu pétrolier : le souci chinois de sécuriser ses approvisionnements

Le deuxième pays consommateur de pétrole du monde (après les États-Unis) doit impérativement trouver de nouvelles zones productrices pour sécuriser ses approvisionnements. La dépendance pétrolière de la Chine s'accroît rapidement ; redevenue pays importateur net en 1993, selon certaines estimations la Chine pourrait être contrainte d'importer 45 % de sa demande de pétrole d'ici 2010 et 60 % en 2020. Tenant compte de l'instabilité au Moyen-Orient, c'est le continent africain – dont la production de pétrole africain a atteint 9,26 millions de barils par jour (Mb/j) en 2004, soit 11,4 % du total mondial - qui profite largement de la soif chinoise. Plus de 25 % des importations chinoises de pétrole proviennent actuellement de l'Afrique, dont la majorité du Golfe de Guinée (l'Angola, le Nigeria, le Congo Brazzaville, le Gabon,) et du Soudan. L'autre source d'approvisionnement africain de la Chine est l'Égypte. Trente ans après la rupture, l'**Angola** est redevenu un partenaire important. Actuellement ce pays se trouve au 4^e rang des pays fournisseurs de la Chine. En 2004, l'allocation d'un crédit chinois de 2 milliards de dollars à Luanda en échange de 10.000 de barils de pétrole par jour pour la Chine, a occupé les esprits. Selon les critiques, ce crédit, destiné à la reconstruction des infrastructures angolaises, serait en partie détourné par le gouvernement. Cet accord fait preuve de la stratégie d'alliances tous azimuts de la Chine. Les relations avec le **Soudan** sont également exemplaires du désintérêt total de la part de la Chine pour les affaires intérieures des pays partenaires. Tandis que les compagnies pétrolières occidentales sont absentes au Soudan - pays mis au ban des Nations Unies - les Chinois y exploitent des gisements pétroliers depuis 1997. En cette année le consortium international *Greater Nile Petroleum Corporation* (GNPC) a vu le jour, avec à son origine la compagnie chinoise *China National Petroleum Corporation* (CNPC, 40% des parts), malaisienne *Petronas* (30%), canadienne *Talisman* (25%), et l'entreprise d'État soudanaise *Sudapet* (5%). Le GNPC a construit des oléoducs et exploite les champs pétroliers de Muglad au sud du Soudan. Aujourd'hui la Chine importerait 50% du pétrole de cette région, représentant 7,7 % de ses importations pétrolières. La Chine s'applique également à prendre pied au **Nigeria**, mais jusqu'à aujourd'hui sans véritable succès. Les compagnies anglo-saxonnes y restent dominantes. Le **Gabon** n'est devenu fournisseur de pétrole de la Chine que tout récemment, après la visite du président chinois à Libreville en 2004.

L'enjeu commercial : les investissements directs et la recherche des débouchés

L'accroissement des relations économiques entre la Chine et le continent africain ne se limite pas au domaine des hydrocarbures. Ces dernières années le commerce est en progrès, passant de 10 milliards de dollars en 2000 à plus de 20 milliards de dollars fin 2004. Aujourd'hui la Chine serait devenu le troisième partenaire commercial de l'Afrique, après les Etats-Unis et la France. Les pays africains sont conçus comme un important débouché pour les produits manufacturés chinois. On observe donc un déséquilibre en faveur de la Chine, qui exporte principalement des produits finis (textiles, produits alimentaires, médicaments, moyens de communication, électroménagers) et importe des matières premières (pétrole, minerais, bois). Une telle situation aboutit inévitablement à des balances commerciales négatives pour les pays africains, ce qui évoque le cynisme de ceux qui y voient « la répétition d'une vieille histoire ». Notamment dans le secteur du textile, les sociétés africaines ont du mal à faire face à la concurrence chinoise. Les **investissements chinois en Afrique** sont passés de 660 millions de dollars en 2000 à plus de 900 millions de dollars en 2004 (sur un total de 15 milliards d'investissements directs étrangers en Afrique). En mai 2005, 674 sociétés chinoises étaient présentes sur le continent, actives dans l'exploitation des richesses naturelles ainsi que dans d'autres domaines comme les télécommunications, l'électrotechnique, les transports, le textile etc. Dans le secteur de télécommunications, c'est la société *Zhongxing Telecom* qui est en train de conquérir le grand marché africain. La compagnie *China Road and Bridge Corporation* joue un rôle considérable dans le secteur des transports.

La coopération militaire sino-africaine

La stratégie pétrolière chinoise et la coopération militaire sino-africaine sont étroitement liées. Pékin entretient des relations diplomatiques et militaires avec ses partenaires commerciales et ses fournisseurs de pétrole. Les relations étroites entre la Chine et le Soudan sont exemplaires à cet égard ; Pékin a fourni d'importantes quantités d'armes au Khartoum dans les années 90, précisément dans la période où le GNPC a commencé à exploiter les gisements pétroliers de Muglad. En 2004, en pleine crise au Darfour, la Chine s'est abstenue du vote sur la résolution 1564 du Conseil de Sécurité de l'ONU au sujet de l'embargo sur les armes à destination de Soudan, après avoir menacé d'utiliser son droit de veto. Dans les cas d'Angola et du Nigeria, la Chine a également agi contre la volonté des pays occidentaux, en les approvisionnant en armes.

L'affrontement diplomatique entre le Taiwan et la Chine sur le continent africain

Enfin, le continent africain se présente comme un lieu d'affrontement diplomatique entre Pékin et Taïpeh. Les pressions chinoises en Afrique contre l'établissement de relations diplomatiques avec Taiwan et contre la réadmission de l'île aux Nations Unies ne sont pas sans succès. Depuis que l'Afrique du Sud a rompu ses relations avec Taïpeh en 1998, le nombre d'Etats africains soutenant le Taiwan n'est que de huit : Burkina Faso, Gambie, Liberia, Malawi, Sao Tomé-et-Principé, Sénégal, Swaziland et Tchad. D'ailleurs, le désaccord politique n'empêche pas la Chine de maintenir de bonnes relations commerciales avec les pays concernés. (M. AICARDI de SAINT-PAUL, « La Chine et l'Afrique entre engagement et intérêt », *Géopolitique africaine*, 2004 ; C. JIANG, « Le pétrole, nouvelle dimension des relations sino-africaines », *Géopolitique africaine*, 2004 ; C. JIANG, « Pékin et Taïpeh : les enjeux africains », *Géopolitique africaine*, 2003 ; F. LAFARGUE, « La Chine et l'Afrique : un mariage de raison », *Diplomatie*, sept-oct 2005 ; J.C. SERVANT, « La Chine à l'assaut du marché africain », *Le Monde diplomatique*, mai 2005)